



KPMG S.A.
19 rue Clément Ader
Pôle Henri Farman - BP 162
51685 Reims

Association Institut Régional du Travail Social de Champagne- Ardenne

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

Association Institut Régional du Travail Social de Champagne-Ardenne

8 rue Frédéric et Irène Joliot-Curie - 51100 Reims

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais ("private company limited by guarantee").

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG S.A.
19 rue Clément Ader
Pôle Henri Farman - BP 162
51685 Reims

Association Institut Régional du Travail Social de Champagne-Ardenne

8 rue Frédéric et Irène Joliot-Curie - 51100 Reims

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'Assemblée Générale de l'association Institut Régional du Travail Social de Champagne-Ardenne,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Institut Régional du Travail Social de Champagne-Ardenne relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Principes et Méthodes comptables – Changement de méthode comptable – Application des règlements ANC 2022-06 et ANC 2023-03 » de l'annexe qui expose le changement de méthode comptable relatif à la première application des règlements ANC n° 2022-06 et n° 2023-03.

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglaise ("private company limited by guarantee").

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les conventions de financement.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les rapports d'activité et financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Reims, le 12 juin 2026

KPMG S.A.



12/06/2026 06:49

Signé par **Patrick Zeimett**

Patrick ZEIMETT

Associé

		Exercice 2025		2024
		Brut	Amortisse-ments et provisions (à déduire)	Net
ACTIF IMMOBILISE	Capital souscrit non appelé (I)			
	Frais d'établissement (II)			
	Immobilisations incorporelles			
	Frais de développement			
	Concessions, brevets, licences marques,			
	Solutions informatiques, droits et valeurs similaires			
	Fonds commercial			
	Autres immobilisations incorporelles			
	Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes			
	Immobilisations corporelles			
	Terrains	8 650,88		8 650,88
	Construction	5 984 430,27	4 322 084,38	1 662 345,89
ACTIF CIRCULANT	Instal.techniques, matériel et outillage industriels	484 215,37	447 965,85	36 249,52
	Autres immobilisations corporelles	838 289,97	647 223,69	191 066,28
	Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	33 628,75		33 628,75
	Immobilisations financières			
	Participations			
	Créances rattachées à des participations			
	Titres immobilisés de l'activité de portefeuille			
	Autres titres immobilisés			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	215 941,18		215 941,18
	Total de l'actif immobilisé (III)	7 565 156,42	5 417 273,92	2 147 882,50
				2 419 609,92
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en-cours :			
	Matières premières et autres approvisionnements			
	En-cours de production			
	Produits finis			
	Marchandises	1 685,35		1 685,35
	Avances et acomptes versés sur commandes	1 500,00		1 500,00
	Créances			
	Créances Clients et Comptes rattachés	1 199 145,05	58 009,19	1 141 135,86
	Autres créances	94 150,10		94 150,10
	Charges constatées d'avance	115 569,38		115 569,38
	Capital souscrit appelé, non versé			
	Valeurs mobilières de placement			
ACTIF CIRCULANT	Actions propres			
	Autres titres			
	Instruments financiers à terme et jetons détenus			
	Disponibilités	1 595 881,86		1 595 881,86
	Total de l'actif circulant (IV)	3 007 931,74	58 009,19	2 949 922,55
				3 120 730,90
	Frais d'émission d'emprunt (V)			
	Primes de remboursement des emprunts (VI)			
	Ecart de conversion et différences d'évaluation - Actif (VII)			
	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	10 573 088,16	5 475 283,11	5 097 805,05
				5 540 340,82

IRTS CHAMPAGNE-ARDENNE
COMPTE DE RESULTAT
ANNEE 2025

COMPTE DE RESULTAT	31-déc.-25	31-déc.-24
Cotisations	485,00	280,00
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations	2 503 656,64	2 433 222,50
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	3 546 113,73	3 339 261,85
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	0,00	
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	70 782,21	106 784,18
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	0,00	
Utilisations des fonds dédiés	0,00	
Autres produits	148 276,53	159 937,38
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	6 269 314,11	6 039 485,91
Achats de marchandises	9 764,86	18 682,29
Variation de stock	248,11	1 048,44
Autres achats et charges externes	1 378 796,00	1 396 584,37
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	331 771,35	321 069,01
Salaires et traitements	2 999 325,99	3 019 148,37
Cotisations sociales	1 259 150,78	1 231 397,86
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	374 750,76	401 366,67
Dotations aux provisions	93 167,97	91 696,88
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
Reports en fonds dédiés	0,00	
Autres charges	97 744,53	50 864,84
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	6 544 720,37	6 531 858,75
RESULTAT D'EXPLOITATION	-275 406,26	-492 372,84
Produits financiers de participations		
Produits financiers d'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	373,66	318,09
Reprises sur dépréciations et provisions	0,00	
Différences positives de change		
Produits des immobilisations financières cédées		
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement	37 399,00	56 012,15
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	37 772,66	56 330,24
Dotations financières aux amortissements et provisions	0,00	0,00
Intérêts et charges assimilés	9 499,73	11 235,00
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		0,00
Charges nettes sur cession de valeurs mobilières de placement	0,00	
TOTAL CHARGES FINANCIERES	9 499,73	11 235,00
RESULTAT FINANCIER	28 272,95	45 095,24
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	-247 133,31	-447 277,60
PRODUITS EXCEPTIONNELS	0,00	225 822,01
CHARGES EXCEPTIONNELLES	0,00	8 824,48
RESULTAT EXCEPTIONNEL	0,00	216 997,53
Participation des salariés aux résultats		
Impôts sur les sociétés	9 144,90	15 581,11
TOTAL DES PRODUITS	6 307 086,79	6 321 638,16
TOTAL DES CHARGES	6 563 365,00	6 567 499,34
EXCEDENT	256 278,21	245 861,18
DEFICIT		
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS EN NATURE		
Produits	15 748,98	15 705,95
dons en nature		
prestations en nature		
bénévolat	15 748,98	15 705,95
Charges	15 748,98	15 705,95
secours en nature		
mise à disposition de biens		
prestations en nature		
personnel bénévole	15 748,98	15 705,95



Arrêté au 31 décembre 2025

Annexe comptable

La présente annexe fait partie intégrante des états financiers.

Elle comporte des éléments d'information complémentaire au bilan et compte de résultat, de façon à ce que l'ensemble donne une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de l'Association.

Les éléments d'information ne sont fournis que pour autant qu'ils représentent un caractère significatif :

Objet social	page 3
Nature et périmètre des activités ou missions Sociales réalisées	page 4
Description des moyens mis en œuvre	page 5
Faits et caractéristiques d'importance significative De l'exercice et postérieurs à la clôture	page 6
Principes et méthodes comptables	page 8
Actif circulant	page 10
Comptes de régularisation d'actif	page 13
Passif	page 14
Comptes de régularisation de passif	page 17
Charges et produits	page 18
Résultat par activité	page 23
Contributions volontaires en nature	page 24

OBJET SOCIAL

Il est constitué une association, régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dénommée :
« INSTITUT REGIONAL DU TRAVAIL SOCIAL DE CHAMPAGNE ARDENNE »
Dont le siège social est fixé à Reims, 8 rue Joliot Curie.

L'association a été fondée sur la volonté de partenaires régionaux et principalement du Centre Régional d'Etudes et d'Actions en faveur des personnes Handicapées et Inadaptées de Champagne-Ardenne (CREAHI) et de l'Association Régionale pour la Formation des Assistants de Service Social (ARFASS), l'un et l'autre gestionnaire d'un centre de formation. Ces partenaires ont décidé de réunir les deux centres au sein d'un même IRTS.

L'IRTS de Champagne-Ardenne est un établissement d'enseignement supérieur dont les missions sont définies par un arrêté ministériel du 22 août 1986. C'est sur cette base que l'institut régional travail social a reçu l'agrément du Ministère des Affaires Sociales par arrêté du 13 octobre 1993.

NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES OU **MISSIONS SOCIALES REALISEES**

L'Association a pour but la préformation, la formation initiale, continue et supérieure des travailleurs sociaux et des intervenants sociaux et médico-sociaux.

Aux fins précitées, elle se propose notamment :

- De mettre en place et de gérer l'information, l'orientation, la préparation, la préformation et l'entraînement aux épreuves de sélection/admission des personnes souhaitant exercer une profession sociale avant l'entrée en formation initiale,
- De mettre en place des formations initiales préparant aux différentes qualifications professionnelles de l'action sociale et médico-sociales.
- Dans le cadre de la formation permanente, de proposer aux différent(e) s travailleuses sociales et travailleurs sociaux, médico-sociaux et plus généralement à tous les acteurs de la vie sociale des cycles de perfectionnement, d'actualisation des connaissances et d'adaptation des compétences : elle assure des formations supérieures diversifiées,
- D'accompagner à la validation des acquis de l'expérience.

Elle a également vocation :

- A conduire des actions d'étude et de recherche orientées vers l'analyse des qualifications professionnelles, ainsi que des modes d'intervention sociale et de leur adaptation aux besoins de l'action sociale et médico-sociale,
- A participer à l'animation, à l'information et au perfectionnement des milieux professionnels régionaux de l'action sociale,
- A développer des prestations d'assistance technique et conseils aux établissements et services concourant à l'action sociale.

L'IRTS Champagne-Ardenne développe des partenariats avec les acteurs de la formation et de la recherche avec les adhérents d'UNAFORIS (Union Nationale des Associations de Formation et de Recherche en Intervention Sociale) et l'Université Reims Champagne-Ardenne (URCA).

DESCRIPTION DES MOYENS MIS EN OEUVRE

Informations relatives à l'effectif :

L'effectif moyen salarié par catégorie se décompose ainsi pour l'année 2025

	etp
cadres	45,97
agents de maîtrise	
employés	21,5
ouvriers	
total	67,47

Autres moyens

L'association est propriétaire de ses locaux.

FAITS CARACTERISTIQUES D'IMPORTANCE SIGNIFICATIVE, DE L'EXERCICE ET POSTERIEURS A LA CLOTURE

Activités de l'institut :

Les activités de l'exercice précédent sont reconduites, notamment les formations initiales préparant aux diplômes d'Etat.

Le Quota financé par le Conseil Régional reste inchangé à 185 entrants, soit en statut étudiant ou en statut stagiaire DE.

Pour mémoire le Quota d'entrants se décline de la manière suivante :

- Educateur Spécialisé : 59 places
- Assistant de Service Social : 44 places
- Educateur de Jeunes Enfants : 25 places
- Educateur Technique Spécialisé : 12 places
- Moniteur Educateur : 30 places
- Technicien de l'Intervention Sociale et Familiale : 15 places

Les agréments des formations par la Région Grand Est : les formations, notamment nouvellement gradées, font toujours l'objet d'une procédure d'agrément par la collectivité régionale, après avis des services d'Etat.

Faits caractéristiques de l'exercice

L'exercice a été caractérisé par les faits d'importance significative suivants :

⇒ Activité

Le résultat 2025 est impacté par un changement des équilibres de clef de répartition qui s'appuie sur la ventilation des apprenants sous financement région et hors financement région, à la rentrée de septembre.

Cette année, le nombre d'apprenants sous financement région est en augmentation alors que le nombre d'apprenants hors financement région est en diminution. On notera une baisse des apprenants hors quotas et CFA.

A la rentrée de septembre 2025, le CFA a accueilli 80 apprentis.

Le résultat 2025 est également impacté pour la prime SEGUR pour tous, qui s'élève à 301 845€ chargé. Cette dernière est non financée par la Région Grand Est.

La subvention de fonctionnement définitive 2025 est portée à 3 260 000€. On constate une baisse de 51 000€ par rapport à l'année dernière.

⇒ Mouvement du personnel

- Les recrutements sont restés très limités en 2025, tant pour le personnel permanent que pour les collaborateurs en contrat à durée déterminée.
- En octobre 2025, une formatrice a été recrutée au sein de la filière moniteur éducateur, dans le cadre à la fois d'une réorganisation interne et d'un renforcement de l'équipe de cette filière.
- À la suite d'un licenciement en fin d'année 2024 au sein du service comptabilité (sortie fin février), le remplacement est intervenu le 1er avril 2025.
- Sur l'exercice 2025, aucun salarié n'a fait valoir ses droits à la retraite.
- Par ailleurs, à la suite d'un arrêt maladie de quelques mois, la directrice de la pédagogie et des formations, a démissionné en novembre 2025.
À ce stade, une réflexion est engagée pour le maintien ou la transformation de ce poste.

Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

Aucun autre fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice.

PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

Principes généraux

Les comptes annuels de notre entité sont arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général. Il a été tenu compte des nouvelles dispositions introduites par les règlements ANC N° 2022-06 et ANC N° 2023-03 et applicables depuis l'exercice 2025.

Changement de méthode comptable – Application des règlements ANC 2022-06 et ANC 2023-03

- Notre association a appliqué pour la première fois le règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers ainsi que le règlement ANC n°2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant le règlement ANC 2018-06.
- L'application de ces règlements constitue un changement de méthode comptable imposé par un changement de réglementation au sens des articles 122-1 et 831-3 du Plan Comptable Général. Ce changement est appliqué de manière prospective.
- Les principales modifications concernent :
 - la nouvelle définition du résultat exceptionnel ;
 - la suppression de la technique du transfert de charges ;
 - la création / modification de comptes du plan comptable général ;
 - l'introduction de nouveaux modèles de bilans, comptes de résultat et tableaux normés en annexe.

Conformément à l'article 27 du règlement ANC 2022-06, les postes de N-1 ont été reclassés uniquement aux fins de présentation, afin de permettre leur comparabilité avec les nouveaux modèles. Aucun retraitement n'a été effectué sur le résultat exceptionnel ni sur les transferts de charges de l'exercice N-1.

L'application des nouveaux règlements susvisés génère les impacts suivants sur les postes du bilan et du compte de résultat de l'exercice N :

- Les charges constatées d'avance sont dorénavant classées à l'actif en créances (115 569 € en 2025) et non plus en comptes de régularisation en bas de l'actif
- Certains produits exceptionnels sont reclassés en produits d'exploitation :
 - La quote-part de subvention rapportée au résultat est dorénavant classée dans la rubrique « concours publics et subventions d'exploitation » (174 546 € en 2025)
 - Les indemnités perçues pour débits sont classées en « autres produits d'exploitation » (26 522 € en 2025)
 - Les produits sur exercices antérieurs sont classés en « autres produits d'exploitation » (35 892 € en 2025)
 - Certaines charges exceptionnelles sont reclassées en charges d'exploitation :
Les charges sur exercices antérieurs sont classées en « autres charges d'exploitation » (28 176 € en 2025)

ACTIF IMMOBILISE

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat plus les frais accessoires ou d'installations).

Leur dépréciation est constatée par la voie d'amortissements linéaires en fonction de leur durée d'utilisation estimée :

nature	durée (ans)
Constructions	10 à 25 ans
Travaux de réhabilitation et mise aux normes d'accessibilité	10 à 30 ans
Aménagements et installations	5, 10, 15 ou 25 ans
Installations techniques et matériel	5, 7 ou 10 ans
Matériel et mobilier de bureau	5, 7 ou 10 ans
Matériel informatique	1 à 5 ans

Les travaux de réhabilitation ont fait l'objet d'un amortissement par composants.

Les immobilisations financières sont constituées de parts sociales, dépôts inscrits pour la valeur pour laquelle elles sont entrées à l'actif.

Tableau des immobilisations :

	début d'exercice	acquisitions	cession	fin d'exercice
incorporelles				
corporelles	7 496 079	58 307	238 799	7 315 586
en cours	33 629			33 629
financières	3 357			3 357
Créance CET	201 496	69 401	58 313	212 584
total	7 734 561	127 708	297 112	7 565 156

Tableau des amortissements :

	début d'exercice	dotation	cession / rebut	fin d'exercice
incorporelles				
corporelles	5 281 322	374 751	238 799	5 417 274
financières				
total	5 281 322	374 751	238 799	5 417 274

Compte Epargne Temps :

L'Irts Champagne Ardenne a opté au cours de l'année 2014 pour la possibilité aux salariés d'ouvrir un compte épargne temps alimenté notamment avec des jours de congés non pris dans un maximum de 15 jours pour les moins de 50 ans, et sans limitation pour les plus de 50 ans. Cette monétarisation des jours de congés (brut + charges sociales estimée) est versée à Malakoff Médéric Epargne Entreprise dans le cadre d'une adhésion au CET UNIFED.

Les montants ainsi reçus et inscrits en compte de charges de personnel s'établissent en 2025 à :

Brut	43 633,03 euros
Charges Sociales	26 188,85 euros

Pour l'année 2025, l'alimentation des comptes épargne temps s'établit de la manière suivante :

Nombre de salariés concernés	29
Nombre de jours valorisés	244,70

ACTIF CIRCULANT

Les stocks de matières et fournitures consommables sont évaluées selon la méthode du premier entré/premier sorti au coût unitaire d'acquisition (prix d'achat + frais accessoires).

poste	nature	année 2025	année 2024
produits intermédiaires et finis	fournitures de bureau	1 685	1 225
	fournitures reprographie		
	autres		
total comptes de stocks		1 685	1 225

Les créances clients sont valorisées à leur valeur nominale.

	année 2025		année 2024	
	moins 1 an	plus 1 an	moins 1 an	plus 1 an
comptes clients formations initiales	460 455	92 034	615 701	35 240
comptes clients formations continues	586 637	60 018	505 191	42 921
total comptes clients	1 047 093	152 052	1 120 893	78 161
fournisseurs débiteurs et acomptes versés	1 500			
créances liées au personnel	200	2 200		2 293
subventions à recevoir	80 400		5 520	
medecine du travail				
remboursement de formation à recevoir				
divers à recevoir (clients débiteurs...)	11 350		11 104	
total créances diverses	91 950	2 200	16 624	2 293

Les comptes de disponibilités se composent de la manière suivante :

	année 2025	année 2024
compte courant caisse d'épargne	103 881	92 834
total comptes courants	103 881	92 834
livret caisse d'épargne	184 569	439 694
total livrets	184 569	439 694
compte CET	1 984	16 553
total compte CET	1 984	16 553
compte Compte à terme	1 300 000	1 300 000
total compte CAT	1 300 000	1 300 000
intérêts courus à recevoir	4 550	6 880
intérêts courus à payer		
caisses	365	360
payplug	533	1 893
total disponibilités	1 595 882	1 858 213
valeurs mobilières caisse d'épargne		
valeurs mobilières de placement		

COMPTES DE REGULARISATION D'ACTIF

Les charges constatées d'avance sont des charges enregistrées au cours de l'exercice mais qui correspondent à des achats de biens ou services dont la fourniture ou la prestation doit intervenir ultérieurement.

	année 2025	année 2024
abonnements à des revues	4 854	5 452
Fournitures techniques éducatives	3 999	
fournitures informatiques	175	357
cotisation	11 470	1 026
maintenance logiciels et matériel informatique	27 766	20 638
contrat maintenance wifi	3 311	8 987
location machine à affranchir	1 936	1 908
location copieurs et autres mobiliers	4 787	8 525
Location licences abonnements	259	11 811
cotisations assurances	30 321	29 145
catalogues et imprimées	793	
Honoraires d'avocats		1 181
Déplacements vacataires	78	
Déplacements permanents	2 004	1 787
maintenance ascenseur	694	727
Maintenance chaudière	598	1 196
Maintenance téléphonie	976	976
remboursement des droits d'inscription	15 427	23 007
autres abonnements et prestations (edf, téléphonie)	6 119	4 763
total charges constatées d'avance	115 569	121 484

PASSIF

Les fonds propres :

	début d'exercice	+	-	fin d'exercice
Fonds propres statutaires				
Fonds propres complémentaires				
sous total fonds propres sans droit de reprise	0	0		0
subventions d'équipement d'Etat				
subventions d'équipement de la Région Champagne Ardenne				
sous total fonds propres avec droit de reprise	0	0		0
total fonds propres	0	0		0
Réserves statutaires ou contractuelles	1 474 621			1 474 621
Réserves pour projet de l'entité	128 068			128 068
Autres				
total réserves	1 602 689	0	0	1 602 689
total report à nouveau	487 785		-245 861	241 924
Résultat de l'exercice	-245 861		-10 417	-256 278
Situation nette	1 844 613	0	-256 278	1 588 335
subventions d'investissements amortissables	2 866 780	3 000		2 869 780
Reprise de subvention d'investissement au résultat	-1 734 156		-174 546	-1 908 702
total subvention d'investissements amortissables	1 132 624	3 000	-174 546	961 078

Le détail du report à nouveau s'établit :

Report à nouveau sous convention Région

Excédent 150 488,46 euros

Report à nouveau excédentaire hors convention Région

Excédent 91 435,43 euros

Le Fonds de dotation de la Caisse d'Epargne Grand Est Europe nous a attribué une subvention dans le cadre d'un mécénat :

- L'acquisition d'un fauteuil cocon pour un montant de 3 000€.

Tableau des provisions :

rubriques et postes	début d'exercice	augmentations	diminutions		fin d'exercice
			prov. dénouée	prov. caduque	
<u>provisions réglementées</u>					
reconstituon de gisements					
investissements					
hausse des prix					
fluctuations des cours					
amortissement dérogatoires					
autres provisions					
<u>provisions pour risques</u>	<u>51 029</u>				<u>51 029</u>
litiges					
garanties données					
perte sur marché à terme					
amendes et pénalités					
perte de change					
autres provisions	51 029				51 029
<u>provisions pour charges</u>	<u>280 517</u>	<u>63 100</u>	<u>20 562</u>		<u>323 055</u>
pensions et obligations					
impôts					
renouvl des immobilisations					
grosses réparations/travaux					
retraite	280 517	63 100	20 562		323 055
autres provisions					
<u>provisions pour dépréciation</u>	<u>78 161</u>	<u>30 068</u>	<u>50 220</u>		<u>58 009</u>
sur immob. incorporelles					
sur immob. corporelles					
sur immob. Financières					
sur v.m.p.					
sur stocks					
sur comptes clients	78 161	30 068	50 220		58 009
autres provisions					
<u>total des provisions</u>	<u>409 707</u>	<u>93 168</u>	<u>70 782</u>		<u>432 093</u>

La provision pour retraite comptabilisée s'élève à 323 054,84 euros charges comprises. Le montant provisionné au 31 décembre 2025 intègre la totalité des charges sociales estimées à 50 %. Elle intègre un taux d'actualisation de 3,50 (3,10 au 31/12/24), un turn-over faible, ainsi qu'un âge de départ moyen estimé à 64 ans.

Dans nos comptes de l'exercice 2025, deux provisions pour risques subsistent :

- La première, d'un montant de 8 390€, est liée à un contrôle de l'OPCO Santé qui a demandé le remboursement des heures de formation financées non justifiées.
- La seconde, d'un montant de 42 639€, concerne un risque de reversement de congés payés en raison de l'évolution du code de travail.

Sur l'exercice, aucune nouvelle provision n'a été comptabilisée.

Les dettes :

	année 2025		année 2024	
	moins 1 an	plus 1 an	moins 1 an	plus 1 an
dettes financières capital dû	93 333	373 333	93 333	485 820
dettes financières intérêts courus non échus				
intérêts courus non échus	607		728	
total dettes financières	93 940	373 333	94 061	485 820
avances et acomptes reçus (clients à reverser)				
dettes fournisseurs association	416		946	
dettes fournisseurs formations initiales	143 385	34 744	169 265	40 160
dettes fournisseurs formations continues	27 192	4 176	29 251	3 282
total dettes fournisseurs	170 994	38 920	199 462	43 442
clients créditeurs formations initiales				
clients créditeurs formations continues				
total clients créditeurs	0	0	0	0
rémunérations dues	1 699		5 760	
œuvres sociales	4 369		4 677	
dettes fiscales et sociales congés à payer	398 358		404 950	
dettes fiscales et sociales CET externalisé	227 154		210 502	
dettes urssaf	130 973		138 091	
dettes caisse de retraite et prévoyance	45 331		49 975	
dettes assedic				
dettes organisme collecteur fonds de formation	28 238		28 056	
dettes effort construction	12 870		12 552	
mutuelle	4 080		3 717	
autres dettes sociales	14 799		16 390	
dettes fiscales taxe sur les salaires	32 689		33 136	
dettes fiscales prélèvement à la source	9 108		9 722	
total dettes fiscales et sociales	909 668	0	917 527	0
autres dettes fiscales (impôt sur les bénéfices)	9 145		15 581	
caution bibliothèque et sécurité sociale étudiante		5 690		18 135
crédo à reverser		59 869	34 298	55 047
fonds mobilité étudiante (Léonardo Da Vinci, Maroc...)	23 358		19 917	
subvention à consommer	109 100		2 722	
charges diverses à payer	52 178		11 003	32 340
total autres dettes diverses	184 637	65 559	67 940	105 522

L'Irts a contractualisé en 2015 un prêt auprès de la Caisse d'épargne pour un montant initial de 1 400 000 euros à rembourser en 180 mois.

Les charges diverses à payer correspondent pour l'essentiel aux droits d'inscription à rembourser aux étudiants boursiers.

COMPTES DE REGULARISATION DE PASSIF

Les produits constatés d'avance :

Il s'agit de produits perçus et comptabilisés avant que les prestations et fournitures les justifiants aient été effectuées ou fournies.

	année 2025	année 2024
frais d'inscription aux concours d'admission		
droits d'inscription et frais de scolarité	248 845	237 640
frais pédagogique de formations initiales		84
frais pédagogiques de formations continues	4 796	8 820
frais pédagogiques du CFA	74 471	55 660
autres produits constatés d'avance (aide oeth...)	0	0
total produits constatés d'avance	328 112	302 203

CHARGES ET PRODUITS

Comptes de produits :

Les principales ressources d'exploitation de l'Association et de l'établissement sont les suivantes :

	année 2025	année 2024	% 2025/2024
admissions	67 345	76 350	-11,79
frais de scolarité et droit d'inscription	364 950	367 061	-0,57
prestations de services	2 033 040	1 974 380	2,97
subvention Région Grand Est quota	3 260 000	3 167 760	2,91
autres subvention Région Grand Est		143 240	-100,00
Autres subventions de fonctionnement	104 423	21 436	387,13
Quote-part subventions investissem.	174 546	184 001	-5,14
Autres (copies, taxe apprentissage, cpam...)	45 467	22 257	104,28
total	6 049 770	5 956 485	1,57

	année 2025	année 2024	% 2025/2024
cotisations	485	280	73,21
remb ij sécu et cpm cipc	34 599	49 355	-29,90
recettes en atténuation	50 991	47 223	7,98
produits sur exercices antérieurs	35 892	63 359	-43,35
Dédits inexécution de contrat	26 522	24 110	10,00
Indemnités d'assurance	116		
Autres produits divers	157	17 711	-99,11
total	148 762	202 038	-26,37

	année 2025	année 2024	% 2025/2024
plus values sur placements	37 399	56 012	-33,23
Revenus des autres créances	374	318	17,48
total des produits financiers	37 773	56 330	-32,94

	année 2025	année 2024	% 2025/2024
reprise sur provisions p/ charges d'exploit			
reprise sur provisions	70 782	106 784	-33,71
autres reprises			
total reprise sur amort. et provisions	70 782	106 784	-33,71

Une reprise de provision a eu lieu à hauteur de 20 562,40€ euros dû en grande partie à un départ d'un salarié.

Une reprise de provision de 50 219,81€ a été comptabilisée suite à la clôture de dossiers de clients douteux.

Les produits sur opération de gestion se décomposent pour l'essentiel de :

- Indemnité d'inexécution de convention pour 26 521,54 euros

La quote-part des subventions d'investissements. correspond principalement à l'amortissement des subventions d'investissement du Conseil Régional ou de mécènes :

- subvention 2012 2 062,67 euros
- subvention 2015 122 114,46 euros
- subvention 2016 1 426,73 euros
- subvention 2017 1 323,27 euros
- subvention 2018 9 709,14 euros
- subvention 2019 615,36euros
- subvention 2020 8 250,09 euros
- subvention 2021 5 609 ,20 euros
- subvention 2022 11 809,50 euros
- subvention 2023 4 653,97euros
- subvention 2024 6 828,45 euros
- subvention 2025 143,01 euros
-

Comptes de charges :

Achats

	année 2025	année 2024	% 2025/2024
achats stockés	9 765	18 682	-47,73
variation de stocks	248	1 048	-76,34
eau, électricité, chauffage	78 481	59 316	32,31
fournitures et petit matériel	21 813	37 865	-42,39
fournitures bibliothèque	19 001	17 041	11,50
autres fournitures	2 595	1 257	106,51
total achats	131 902	135 209	-2,45

On constate une hausse des dépenses d'électricité en 2025. Toutefois, cette évolution ne traduit pas une augmentation structurelle des coûts. En effet, en 2024, ce poste avait été exceptionnellement minoré par un avoir significatif de 23 438 €. Cet élément non récurrent ne s'étant pas reproduit en 2025, le niveau de charges observé cette année correspond à un niveau normalisé.

Services extérieurs

	année 2025	année 2024	% 2025/2024
locations immobilières	22 696	16 274	39,46
location copieurs et imprimantes	22 392	22 392	0,00
location machine à affranchir	2 563	2 500	2,50
location téléphonie	8 366	8 366	0,00
location véhicules	26 270	29 380	-10,59
location licences abonnement	40 667	25 475	59,64
location défibrillateur	878	878	0,00
location fontaines à eau	720	360	100,00
autres locations mobilières	10 949	10 245	6,87
entretien des bâtiments	43 405	65 312	-33,54
maintenance copieurs imprimantes	27 051	20 950	29,12
maintenance logiciels	62 055	51 735	19,95
maintenance ascenseur	3 675	3 213	14,39
maintenance autres matériel	42 201	33 932	24,37
assurances	29 344	27 221	7,80
cotisations	19 735	23 070	-14,46
documentations			
total services extérieurs	362 968	341 304	6,35
personnel intérimaire	8 987	136 367	-93,41
prestations de services formation	113 854	82 594	37,85
honoraires avocat	16 945	14 726	15,07
honoraires comm. aux comptes	23 522	22 401	5,00
honoraires de formation	241 738	217 448	11,17
autres honoraires	12 390	19 745	-37,25
frais d'actes		914	-100,00
annonces, brochures	74 951	95 660	-21,65
divers pourboires	374	682	-45,16
frais de déplacements	58 644	75 262	-22,08
frais de déplacements partenaires	0	17 976	-100,00
frais de réception	60 926	85 776	-28,97
affranchissements	12 453	18 080	-31,12
frais téléphoniques	2 216	-8 537	
services bancaires	7 549	5 744	31,43
prestations à l'extérieur	150 252	116 952	28,47
sécurisation des bâtiments	18 650	18 320	1,80
prestations partenaires			
divers prestations	90 485	19 692	359,50
total autres services extérieurs	893 938	939 802	-4,88
total achats externes	1 256 907	1 281 106	-1,89

Un nouvel abonnement au logiciel « Challenge » a été mis en place pour un montant de 12 060€. Cet outil répond aux besoins opérationnels de l'établissement et s'inscrit dans une logique d'amélioration des pratiques.

Concernant l'intérim, une baisse significative de ces dépenses est constatée. Celle-ci s'explique principalement par le retour de salariés précédemment absents, réduisant ainsi le recours au personnel intérimaire. Les charges associées s'élèvent désormais à 8 987 €, contre 136 367 € l'année précédente.

La baisse des frais de réception (-22 376€) s'explique principalement par l'absence d'événements exceptionnels en 2025, contrairement à l'exercice précédent (20 ans du CAFERUIS, universités d'été - mobilité internationale). Elle résulte également de la diminution des dépenses liées à la formation ASFAM, notamment la suppression des commandes de repas destinées aux apprenants, ainsi que d'un recul global de l'activité des admissions.

Le compte divers prestations inclut principalement des virements réalisés au bénéfice de partenaires dans le cadre d'un projet ERASMUS (pôle international) pour un montant de 61 184,10 €. En contrepartie, des subventions afférentes à ce projet ont été comptabilisées au compte 74 pour un montant total de 71 345,40 €.

Salaires et charges sociales

	année 2025	année 2024	% 2025/2024
direction	250 814	256 830	-2,34
administration	686 999	638 852	7,54
documentation	67 594	64 850	4,23
formateurs et informaticiens	1 617 504	1 528 432	5,83
services généraux	40 320	48 755	-17,30
indemnités rupture	0	1 130	-100,00
vacataires	245 645	272 922	-9,99
cdd administration	15 199		
cdd formation	26 151	45 026	-41,92
indemnité retraite		33 350	-100,00
indemnités licenciement	14 799	56 574	-73,84
Indemnités Stagiaires			
prime pouvoir d'achat			
prime télétravail			
prov congés et cet	7 046	29 353	-76,00
prov p/mesures salariales			
ij sécurité sociale	27 255	43 075	-36,73
total base salaires	2 999 326	3 019 148	-0,66
taxe sur salaires	266 625	257 399	3,58
formation professionnelle	37 279	36 354	2,54
construction	12 870	12 552	2,54
emploi handicapés			
total impôts et taxes sur salaires	316 774	306 305	3,42
autres impôts et taxes	14 997	14 764	1,58
sécurité sociale Urssaf	874 497	845 591	3,42
retraite et prévoyance	276 493	274 071	0,88
participation mutuelle	25 062	21 500	16,57
œuvres sociales	42 779	41 892	2,12
médecine du travail	8 472	7 843	8,02
charges provisionnées	3 015	17 898	-83,16
autres charges	28 833	22 603	27,56
total charges sociales	1 259 151	1 231 398	2,25
% charges	52,54	50,93	3,16

En 2025, l'impact de la prime Ségur dans les comptes 2025 est évalué à 301 845€ chargé.

L'IRTS CA n'a comptabilisé dans ces comptes, aucun départ en retraite en 2025.

Une indemnité de licenciement de 14 799 € a été comptabilisée en 2025 au titre d'une procédure pour inaptitude non professionnelle dont le dénouement interviendra au premier trimestre 2026.

Pour l'année 2025, la provision pour congés payés correspond à 1 353 jours (1 336,99 jours en 2024 et 1 271,50 jours en 2023).

En 2025, l'Irts a enregistré 908,50 jours d'arrêt de travail contre 1 612,50 jours d'arrêt en 2024 et 1 383,50 jours d'arrêts en 2023.

Autres charges de gestion courante

	année 2025	année 2024	% 2025/2024
droit d'auteurs et de reproduction	2 827	2 742	3,11
frais de conseils et d'assemblées	792	2 311	-65,74
créances irrécouvrables	23 033	9 218	149,87
rembst des droits d'inscription	30 720	30 203	1,71
Charges diverses de gestion courante	12 197	26	47 711,25
Charges sur exercices antérieures	28 176	6 365	342,67
total charges gestion courantes	97 745	50 865	92,17

A compter de la rentrée de septembre 2011, la Région Champagne Ardenne a décidé que les droits d'inscriptions des étudiants boursiers, qui en feraient la demande soient remboursés. Pour 2025, cette mesure a été reconduite par la région Grand Est et a engendré le paiement pour la rentrée 2025/2026 de 130 étudiants boursiers à 178 euros (203 en 2024/2025 et 165 en 2023/2024)

Charges financières

	année 2025	année 2024	% 2025/2024
intérêts des emprunts	9 499	11 235	-15,45
intérêts des comptes courants	1		
autres charges financières			
total charges financières	9 500	11 235	-15,45

Les intérêts des emprunts correspondent aux intérêts du prêt pour les travaux de réhabilitation.

Charges exceptionnelles

	année 2025	année 2024	% 2025/2024
sur opération de gestion		2	-100,00
sur exercices antérieurs			
sur cession d'actifs			
dotations aux amortissements		8 588	-100,00
autres charges		234	-100,00
total charges exceptionnelles		8 824	-100,00

Dotations aux amortissements et provisions

	année 2025	année 2024	% 2025/2024
amortissements d'immobilisations	374 751	401 367	-6,63
provisions p/ retraite	63 100	39 895	58,17
provisions autres charges pers			
provisions p/ précauté			
provisions pour dépréciation	30 068	51 802	-41,96
provisions pour charges et litiges			
total dotations	467 919	493 064	-5,10

RESULTAT PAR ACTIVITE

Le compte de résultat se décompose de la manière suivante :

activité	résultat 2025	résultat 2024	résultat 2023	résultat 2022	résultat 2021
association	9 241	31 281	4 335	-2 343	-1 415
admissions hors convention Région	-4 635	-2 491	196	-2 126	2 842
formations initiales hors convention Région	-21 615	-28 364	52 345	30 897	130 213
formations continues, et autres	-225 890	-240 734	-163 175	-9 748	-242 782
validation d'acquis d'expérience	3 310	-56 946	-8 231	21 314	18 547
CFA	167 127	166 139	130 895	13 342	
TOTAL HORS CONVENTION REGION	-72 463	-131 114	16 364	51 337	-92 594
admissions sous convention Région	-52 922	-54 001	-31 003	-31 881	7 473
formation initiale sous convention Région	-85 498	13 839	123 473	46 254	94 236
pôle international sous convention Région	1 573	-29 640	-14 894	-16 339	-2 895
évaluation sous convention Région	-46 969	-44 945	-41 244	-52 466	-6 787
TOTAL CONVENTION REGION	-183 816	-114 747	36 331	-54 431	92 027
TOTAL IRTS	-256 278	-245 861	52 695	-3 095	-567

Nb : à partir de l'année 2009, à la demande du Conseil Régional, la partie des admissions liées à l'entrée des formations sous convention, a été identifiée, et affectée au résultat global de la partie sous convention Région.

	année 2025	année 2024	année 2023	année 2022	année 2021
résultat d'exploitation	-275 406	-492 373	-205 251	-190 831	-180 828
résultat financier	28 273	45 095	22 820	-9 180	-12 906
résultat exceptionnel	0	216 998	237 031	197 958	193 913
autres	-9 145	-15 581	-1 905	-1 042	-746
résultat	-256 278	-245 861	52 695	-3 095	-567

Les autres résultats correspondent à l'impôt sur les sociétés, lié aux placements financiers.

À compter de l'exercice 2025, l'application du règlement ANC n° 2022-06 modifie la définition ainsi que le traitement comptable des opérations liées au résultat exceptionnel et notamment des reprises de subventions d'investissement. Désormais, les reprises de subventions d'investissement versées par le Conseil régional peuvent être comptabilisées en produits d'exploitation, permettant ainsi une meilleure cohérence avec les charges d'amortissement afférentes enregistrées en charges d'exploitation.

Au cours des exercices antérieurs, les résultats d'exploitation étaient fortement déséquilibrés car la réglementation comptable obligeait à imputer les reprises de subvention d'investissement du Conseil régional en compte 77 alors que les charges d'amortissement s'y afférents sont comptabilisées en compte 68.

En retraitant cette information, les résultats évoluent de la manière suivante :

	année 2025	année 2024	année 2023	année 2022	année 2021
résultat d'exploitation	-275 406	-308 372	-11 154	4 837	10 472
résultat financier	28 273	45 095	22 820	-9 180	-12 906
résultat exceptionnel	0	32 996	42 934	2 291	2 613
autres	-9 145	-15 581	-1 905	-1 042	-746
résultat	-256 278	-245 861	52 695	-3 095	-567

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

La contribution volontaire est un acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une autre un travail, des biens ou d'autres services à titre gratuit.

Les contributions volontaires peuvent être :

- des contributions en travail par des personnes extérieures à l'association, ou des membres de l'association.
- des contributions en biens (cédés gratuitement à l'association).
- des contributions en services (ex : mise à disposition gratuite de locaux et de matériels).

Une contribution est une participation, sous quelque forme que ce soit, à la réalisation d'une œuvre commune.

L'entité qui apporte ou affecte des biens en nature isolés ou des sommes en numéraire, à une personne morale de droit privé à but non lucratif, ne bénéficie, par cette opération, d'aucun droit sur le patrimoine de cette personne morale bénéficiaire.

- Ces apports ou affectations sont comptabilisés en charge à la date de signature de la convention ou des statuts.
- Les apports ou affectations sont soit en numéraire soit en nature.
- Les apports en nature correspondent à l'apport de tout bien qu'il soit matériel ou immatériel autre que l'argent.

Les contributions volontaires en nature de bénévolat

Pour 2025, les activités des bénévoles de l'association ont été valorisées à hauteur de 15 748,98 euros pour 366 heures. La valorisation a été basée sur le coefficient d'un directeur général en début de carrière, à la valeur du point en cours.

Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)

« Conformément à l'article 20 de la Loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, l'association est amenée à communiquer le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés. Il est rappelé que, le Directeur salarié ne recouvre pas la qualité de dirigeant car il ne dispose pas de toutes les prérogatives en matière de pouvoir et signature. L'association ne compte aucun cadre dirigeant rémunéré. »

